

INTRODUCTION

A. Mounier

Institut de Recherche pour le Développement (IRD),
Département Sociétés et Santé, Paris

Les deux premières parties de cet ouvrage décrivent des aspects essentiels de la question sociale. Les quatre contributions, réunies dans cette troisième partie, introduisent à l'analyse complexe des relations entre cette question et la croissance économique. Une première intuition de ces relations est que la croissance du revenu par tête est liée négativement au nombre social et positivement à la productivité du travail¹.

Elle conduit à examiner les facteurs d'évolution du nombre social. C'est ce que fait l'article de Xavier Oudin à travers l'analyse de l'évolu-

1. Les sources de la croissance du revenu par tête peuvent être exprimées par l'égalité comptable suivante :

$$y - n = l - n + el.$$

où Y est le revenu national et y son taux de variation, N est la population nationale totale et n son taux de variation, L est le volume de l'emploi et l son taux de variation, E est la productivité du travail et e son taux de variation.

La croissance du revenu par tête ($y - n$) est imputée à chacune de ces deux sources : soit à la variation de la productivité du travail (e) soit à la variation du rapport entre population totale et la population au travail [$l - (n-l)$]. L'utilisation de la productivité horaire, où l'emploi L et la population N sont mesurés en heures, évite le flou de la définition de la population employée ou inactive. Cette mesure en heures permet de compléter l'analyse des taux de dépendance. D'une part, la population employée tient compte de la durée du travail, qui est une variable influente du volume de travail. D'autre part, peuvent être ainsi intégrés à l'analyse de la population inactive des phénomènes disparates de non travail comme le chômage, la maladie, les handicaps, les études, la retraite, les congés, les loisirs et temps de repos des personnes réputées actives et inactives.

tion des taux de dépendance en Thaïlande. Faibles à la fin de la transition démographique, ces taux auraient permis de faibles coûts du travail favorables à une croissance accélérée. Mais cet avantage démographique de l'économie thaïe serait en train de disparaître.

Cette intuition de départ conduit aussi à examiner le comportement de la productivité. L'article de Bernard Billaudot et Patricia Guiguet définit un régime de productivité. Il est caractérisé par l'ensemble des éléments qui déterminent un taux de variation stable de la productivité globale des facteurs et de la productivité du travail. Sous l'hypothèse (non toujours vérifiée) fournie par la loi de Kaldor-Vernon selon laquelle la productivité du travail est impulsée par la croissance de la demande, la contribution met en relief l'essoufflement de la productivité du travail dans l'industrie thaïlandaise.

La contribution de Michel Husson fournit une clé de compréhension des évolutions macro-économiques et de l'emploi européens au cours des deux dernières décennies. Elle repère un changement de la norme salariale dans les économies européennes par la mise en évidence d'une réduction de la part salariale dans la répartition de la valeur ajoutée. Cette « modération salariale » a été obtenue par un ralentissement plus sensible des salaires que de la productivité du travail. Mais contrairement aux postulats fondant les politiques de stimulation de l'emploi par la réduction des salaires, elle a été défavorable à l'emploi européen. L'intuition de départ est ainsi en partie infirmée parce que le nombre social est lui même dépendant, à travers le contenu en emploi de la croissance, de la productivité du travail. Les formes de la croissance économique et les normes sociales de distribution des revenus décident du degré de cette dépendance. Elles sont au cœur des relations entre la croissance économique et la question sociale.

Pour la plupart des analyses contemporaines, la croissance de la productivité est liée positivement au niveau d'éducation et de formation. L'article de Jean Baptiste Meyer examine l'influence de la littérature, qui affirme cette liaison comme une variable cruciale du développement, sur la politique éducative de la nouvelle Afrique du Sud. Il découvre que les enjeux d'une politique d'éducation vigoureuse dans ce pays ne sont pas centrés sur la croissance économique, mais sur des objectifs politiques : effacer les traces de l'apartheid et servir les ambitions géopolitiques du pays sur le continent africain.

Ces quatre éclairages différents de la relation entre croissance économique et question sociale permettent d'appréhender sa complexité, principalement parce que les rapports sociaux sont au cœur de cette relation

et tendent à la rendre spécifique à chaque réalité sociale. Ils donnent en quelque sorte la mesure du chemin à parcourir pour mieux cerner cette liaison dans l'interaction de ses dimensions économiques, sociales, symboliques et politiques.

Mounier Alain. (2002)

Régimes de productivité et croissance : introduction

In : Lamotte B., Mounier Alain. Transformations du travail et croissance économique

Paris : L'Harmattan, 199-201. (Travail et Mondialisation). ISBN 2-7384-9952-X